

5 janvier 1941

### Un Américain à Vichy : l'arrivée de l'ambassadeur Leahy

Le 5 janvier 1941, à 23 heures 58, le nouvel ambassadeur des Etats-Unis, l'amiral William Leahy arrive en gare de Vichy où il est accueilli par le général Laure, membre du cabinet de Pétain et par le personnel de l'ambassade. Parti de Washington le 22 décembre, il a embarqué le 23 sur le *Tuscaloosa* à Norfolk, est arrivé à Lisbonne le 30 avant de gagner Madrid, puis Barcelone. La traversée de la frontière franco-espagnole se fait dans des conditions acrobatiques, à pied, en raison de la destruction d'un pont, dans le froid et la boue (il faut requérir l'aide d'un paysan et de son cheval). Après une nuit à Montpellier où il découvre dans un hôtel non chauffé les rigueurs de l'hiver 1940, Leahy parvient à Nîmes d'où le gouvernement français a fait affréter un train jusqu'à Vichy.

Il a été nommé<sup>1</sup> le 20 novembre 1940 par le président Roosevelt, dont il est l'un des proches<sup>2</sup>, et succède à William Bullitt qui occupait la fonction depuis 1936 et avait quitté la France au lendemain du vote du 10 juillet attribuant les pleins pouvoirs constitutionnels à Pétain. Pendant quelques mois, les Etats-Unis avaient été représentés à Vichy par un chargé d'affaires, le premier secrétaire d'ambassade Harrison Freeman Matthews.

Le nouvel ambassadeur s'installe dans une villa réquisitionnée par le gouvernement au 56, avenue thermale. Elle appartient depuis 1926 au magnat américain Franck Jay Gould (1877-1956), propriétaire du domaine de Maisons Laffitte et de nombreux casinos (Juan les Pins). Franck Gould est l'époux de Florence Gould, qui a de lointaines origines françaises. Celle-ci tient un salon à Paris, où se retrouvent les célébrités du moment et notamment des représentants de l'occupant. Leahy s'étonne qu'elle puisse venir à Vichy en mars 1941 en franchissant librement la ligne de démarcation et écrit sobrement : « *elle paraissait bien s'entendre avec les autorités allemandes* »<sup>3</sup>.

Si le domicile privé de l'ambassadeur se trouve avenue Thermale, les bureaux de l'ambassade sont quant à eux situés boulevard des Etats-Unis, dans la villa Ica, propriété du Docteur Rouzaud, elle aussi réquisitionnée. Leahy y est entouré d'un personnel diplomatique : Matthews, premier secrétaire d'ambassade, qui part pour Londres en octobre 1941 et est remplacé par Sydney Somerville Tuck, Roscoe H. Hilleboeker, capitaine de frégate auquel va bientôt succéder A.C.J. Sabelot et par Douglas Mac Arthur, le neveu du général homonyme<sup>4</sup>.

Le 8 janvier a lieu la cérémonie de remise des lettres de créance. Le nouvel ambassadeur, accompagné du chef du protocole, arrive en voiture au pavillon Sévigné, suivi dans un autre véhicule par Matthews et les attachés militaires. Un bataillon de fusiliers marins rend les honneurs à cette sommité de la marine américaine. Il est reçu dans le salon d'honneur par Pétain et Flandin, ministre des affaires étrangères, puis, dans un salon privé il remet à Pétain une lettre personnelle de Roosevelt. La cérémonie, brève, ne donne pas lieu à des discours publics.

---

<sup>1</sup> Pétain aurait souhaité que Pershing, qui avait été commandant en chef des troupes américaines en Europe en 1917, fût nommé ambassadeur à Vichy. Mais son état de santé ne le lui permet pas.

<sup>2</sup> Né en 1875, il a déjà une longue carrière qui l'a conduit sur de nombreux fronts, pendant la guerre hispano-américaine de 1898, puis aux Philippines, en Chine, à Panama. En 1916, il appartenait au cabinet de Roosevelt, alors secrétaire à la Marine. A la veille de la guerre, il est gouverneur de Porto-Rico.

<sup>3</sup> William Leahy, *J'étais là*, Plon, 1950, page 106.

<sup>4</sup> Sur les ambassadeurs en poste à Vichy entre 1940 et 1944, l'on peut se référer à Maurice Sarazin, *Le Corps diplomatique à Vichy (1940-1944)*, éditions Dualpha, 2019, 450 pages.

La nomination de Leahy et son installation à Vichy interviennent dans un contexte particulier, tant du point de vue américain que vu de France<sup>5</sup>. A cette date, les Etats-Unis demeurent officiellement dans une position de neutralité. Profondément marqué par l'effondrement de la France en mai-juin 1940, inquiet des difficultés de l'Angleterre, Roosevelt redoute une main mise allemande totale sur le continent européen. Et ce, au moment même où en Asie, l'avancée japonaise semble progresser rapidement, remettant en question les positions américaines dans le Pacifique<sup>6</sup>. La politique des Etats-Unis, que Roosevelt définit dans ses instructions à Leahy le 20 décembre<sup>7</sup>, est donc à cette date, de soutenir ceux qui pourraient s'opposer à l'Axe et d'empêcher la progression territoriale et l'accroissement de la puissance de celui-ci<sup>8</sup>. La France de Vichy, bien que très affaiblie, est un maillon important de cette stratégie ; elle détient en effet encore un empire colonial en Asie et Afrique, dont il importe qu'il échappe aux appétits de l'Axe. Elle a une flotte, certes amoindrie, qui si elle venait à passer sous le contrôle de l'Allemagne, donnerait à celle-ci un avantage décisif.

Pétain apparaît à Roosevelt comme le détenteur légitime du pouvoir en France. Il le dit sans ambiguïté dans ses instructions à Leahy : « *Le Maréchal Pétain occupe une situation tout à fait unique à la fois dans le cœur des Français et dans le gouvernement. Selon la constitution en vigueur, sa parole fait loi et rien ne peut se faire sans son approbation à moins d'être accompli à son insu. Dans ses décrets, il utilise le « nous royal », j'en conclus qu'il entend régner* »<sup>9</sup>. L'objectif est donc de faire en sorte que la France de Vichy ne cède à l'occupant aucune parcelle de ses territoires, aucune base stratégique, le moins possible de richesses matérielles et de matières premières. Pour cela, et c'est donc la mission de Leahy, il faut, selon les stratèges américains, conforter Pétain dans une posture sinon de résistance, du moins de neutralité absolue et de refus de toute collaboration qui irait au-delà du respect strict des conditions de l'armistice<sup>10</sup>. Cela explique probablement le choix de Leahy pour cette fonction. Il connaît Pétain, puisqu'ils se sont rencontrés en 1931 à Yorktown lors de cérémonies commémoratives, et il est un marin, très attaché à l'idée de la préservation de la flotte française. Cela explique aussi les amabilités protocolaires dont Pétain fait l'objet, une lettre privée qui lui est adressée par Roosevelt, de nombreuses manifestations de déférence de la part de Leahy qui ne cache pas son respect de la personne du maréchal.

Il se trouve que cette volonté américaine peut se déployer à Vichy dans une conjoncture favorable en décembre 1940 et janvier 1941. Le 13 décembre, Pierre Laval<sup>11</sup> a été démissionné et même brièvement arrêté sur ordre de Pétain. La politique de collaboration, dont il était l'initiateur semble remise en question, à la grande colère des Allemands et notamment d'Abetz venu à Vichy le 17 décembre formuler les exigences de l'occupant. Une nouvelle équipe gouvernementale est constituée autour de Pierre Etienne Flandin, qui devient ministre des affaires étrangères. Ce vieux routier de la politique

---

<sup>5</sup> Sur la politique américaine à l'égard de la France, le livre de William Langer, *Le jeu américain à Vichy*, bien qu'ancien, (Plon 1948) demeure précieux.

<sup>6</sup> Depuis septembre 1940, les Japonais sont présents en Indochine et y installent des bases militaires ; en mai 1941, ils imposent à la France des modifications de frontière entre l'Indochine et la Thaïlande.

<sup>7</sup> Leahy ; op.cit. Pages 524-528.

<sup>8</sup> D'où le vote par le Congrès de la loi Prêt- Bail en mars 1941.

<sup>9</sup> Leahy ; op.cit. page 525. L'on observera que Roosevelt ne semble guère prêter à la nature de la « constitution en vigueur » dont il parle avec une certaine légèreté.

<sup>10</sup> Leahy fait preuve d'une grande constance dans cette stratégie ; il s'appuie sur une déclaration de Pétain à Matthews, en date du 12 décembre : « *Voire Président comprendra, je l'espère, que j'ai tenu et que je continuerai à tenir ma promesse solennelle que le flotte française se sabordera plutôt que de tomber aux mains des Allemands* ». Citation reprise par Roosevelt dans ses instructions à Leahy. Des observateurs rapportent que dès que des mesures en faveur de l'Allemagne semblent se préparer, Leahy se précipite à l'hôtel du Parc, lettre en main, pour rappeler à Pétain son engagement. Cf. Alexandre Varenne, *Journal d'un républicain engagé*, Fondation Varenne 2019. Edition établie et annotée par Fabien Conord, tome 2 pages 289,332, 342,378.

<sup>11</sup> Que Roosevelt et sans doute Leahy perçoivent comme une sorte de « mauvais génie » de Pétain qui cacherait à celui-ci des éléments importants de sa politique. Cf. Leahy ; op.cit. Page 526.

semble bien moins anglophobe que son prédécesseur et sa nomination ne peut que donner l'espoir aux Etats-Unis que la collaboration franco-allemande restera dans les limites fixées par l'armistice. L'arrivée de Leahy semble donc conforter Flandin, mais également Pétain dans leur attitude qui vise à reconstituer face à l'Allemagne une forme d'indépendance, même limitée. D'où, du côté de Pétain, les nombreuses attentions dont Leahy est l'objet : nouvelle rencontre dès le 9 janvier, repas en son honneur à l'Hôtel du Parc le 25, réception avec les autres ambassadeurs en mars pour une représentation de la *Damnation de Faust* de Gounod ; rencontres suivies de nombreux échanges courtois avec des fonctionnaires de l'entourage de Pétain. C'est dans ce contexte qu'est discutée la livraison d'une aide alimentaire américaine à la France et en particulier aux territoires d'Afrique du Nord. Le 8 avril, Leahy se rend à Marseille pour accueillir un navire, *L'Exmouth*, venu avec le concours de la Croix Rouge américaine et de son représentant en Europe, Richard F. Allen, et dont les soutes contiennent du lait pour enfants, des vêtements et des vitamines.

Cette « entente cordiale » suscite évidemment l'ire, non seulement des Allemands qui font pression afin d'obtenir des concessions, des facilités pour leurs navires et leurs avions en Méditerranée et au Moyen Orient, mais également des collaborationnistes les plus engagés qui voient dans cette orientation américanophile de Vichy une trahison des engagements initiaux. Leur presse se déchaîne ; *L'Œuvre* de Marcel Déat, mais également *Au Pilon* qui ne recule pas devant les accusations *ad hominem*, fait courir le bruit que Leahy serait Juif et Franc-maçon. Le 12 juin 1941, un article déploie une violence telle que Leahy en fait le rapport à Roosevelt<sup>12</sup>.

Au-delà de ses relations avec Pétain et ses ministres, Leahy a également pour mission de recueillir, puis de transmettre aux autorités de son pays, tous les renseignements qu'il peut collecter sur la situation en France, sur ce qui reste de vie politique, sur l'évolution de l'opinion, mais aussi sur les positions allemandes, l'état de leurs forces. A cette fin, il rencontre à Vichy ses collègues ambassadeurs, mais aussi des hommes politiques de premier plan ; il est en contact assez fréquent avec Herriot, président de la Chambre des Députés, avec Jules Jeanneney, président du Sénat, qui est son quasi-voisin au 33 avenue Thermale<sup>13</sup>, probablement aussi avec Louis Marin, dont les contacts avec l'ambassade sont signalés par plusieurs témoins. Il rencontre également le sénateur du Puy-de-Dôme Jacques Bardoux. Leahy a également recours aux journalistes américains à Vichy : Paul Archembault du *New York Times*, Herbert King et Raoul Heinzen de *United Press*, Taylor Henry de *l'Associated Press*, John Elliott du *New York Herald Tribune*, David Darah du *Chicago Tribune*, Paul Ghali du *Chicago Daily News*. Leahy écrit sobrement dans ses mémoires: « *Heinzen fut très utile* », ce qui est une façon de dire que, sous couvert de journalisme, celui-ci, comme quelques autres, fut un agent de renseignement actif et efficace. L'on sait par ailleurs que dès 1941, mais surtout en 1942, Virginia Hall (1906-1982), sous couvert de son statut de correspondante du *New York Post* à Vichy, travaille pour les services secrets américains. Dans ses mémoires, Leahy signale la présence à Vichy d'agents de ce qui deviendra en juin 1942 l'OSS (Office of Strategic Services) et il cite même le nom de l'un d'entre eux, Thomas Cassidy, attaché naval adjoint<sup>14</sup>. L'on sait par ailleurs que Hilleboeker et d'autres fonctionnaires de l'ambassade américaine fréquentent assidument le bar des Ambassadeurs, véritable carrefour d'informations et lieu de rencontres plus ou moins discrètes.

---

<sup>12</sup> Leahy ; op.cit. page 46.

<sup>13</sup> Ils ont mis au point une sorte de code, déposant dans leurs boîtes aux lettres des enveloppes marquées par d'un discret signe U. Jules Jeanneney, *Journal politique, septembre 1939- juillet 1942*, Armand Colin, 1972, page 187. Edition établie annotée par Jean-Noël Jeanneney. Maurice Martin du Gard fait état d'une visite de Leahy chez Jeanneney le 16 février 1941. *La chronique de Vichy*, Flammarion, 1948, page 162.

<sup>14</sup> Leahy ; op.cit. Page 28.

Leahy reçoit de tous ces correspondants officiels et officieux quantité d'informations qu'il transmet outre-Atlantique. Parmi elles, une description des constructions d'aérodromes allemands en Normandie, la présence de nombreux Allemands au Maroc, où ils ne semblent pas faire que du tourisme. Il affirme avoir reçu puis transmis des renseignements faisant état de concentrations de troupes allemandes à la frontière russe au printemps 1941<sup>15</sup>. L'occupant comme le gouvernement de l'Etat Français ne sont pas dupes et l'ambassade fait donc l'objet d'une surveillance pas toujours discrète. Le chiffre de l'ambassade ayant été mis à jour, Leahy doit se résoudre à utiliser celui de la marine américaine, dont il est évidemment familier.

Comme Roosevelt, il ne cache pas ses préventions contre la plupart des résistants français de l'intérieur ou de Londres. Son livre de souvenirs est émaillé de propos peu amènes à l'égard de de Gaulle : « *Le mouvement de Gaulle n'est pas suivi comme le prétendent la radio britannique ou la presse américaine. Les Français avec qui j'ai causé, même ceux qui souhaitent le plus la victoire des Anglais, paraissent avoir peu de considération pour M. de Gaulle* » [...] « *Les gaullistes déclarés que j'ai rencontrés ne semblent pas posséder la solidité, l'intelligence, ni la popularité qui leur seraient nécessaires pour leur permettre d'atteindre leurs buts avoués* » (page 54). Son opinion sur ceux qu'il appelle « des clandestins » et dont il a reçu quelques-uns à l'ambassade, n'est pas meilleure : « *Les gens du maquis me semblaient souvent bien bizarres* »<sup>16</sup>. Bien des points d'achoppement opposent les Etats-Unis aux gaullistes ; outre la représentation qu'a Roosevelt de de Gaulle, celle d'un homme hautain et péremptoire qui se serait autoproclamé représentant de la France, bien des sujets de friction existent, parmi lesquelles, l'affaire de Saint Pierre et Miquelon à la fin de 1941<sup>17</sup>. Si Leahy ne va pas, comme le secrétaire d'Etat Cordell Hull jusqu'à parler de « *so called Free French* », il partage une même réticence vis-à-vis de la France de de Gaulle : « *Comme Laval et Darlan, il n'aspirait qu'au pouvoir. Je constatai qu'il était devenu l'idole des soi-disant libéraux... son mouvement paraissait ne causer que des ennuis aux Alliés* ».

De toute évidence, la politique de Roosevelt que Leahy est chargé d'appliquer à Vichy vise, non à armer et à aider une résistance, d'ailleurs à cette date, faible et dispersée, pour laquelle les Etats-Unis manifestent un certain dédain, mais bien de conforter une ligne d'opposition aux exigences allemandes au sein même du gouvernement de l'Etat Français, avec Pétain lui-même et certains membres de son entourage connus pour leur anti-germanisme. Visiblement, les autres considérations de politique intérieure française, qu'il s'agisse de la restriction des libertés ou des politiques ségrégationnistes, sont au deuxième plan de leurs préoccupations. Il s'agit, pour Leahy de conduire une action diplomatique visant à affaiblir les partisans les plus acharnés d'une collaboration avec l'Allemagne, tel Darlan<sup>18</sup>, et à tenter de renforcer le rôle de personnalités qui lui semblent pouvoir maintenir une forme d'anglophilie et une opposition aux exigences de l'occupant. C'est Weygand qui paraît être, pour Roosevelt et Leahy le porteur de cette politique ; à cette date, il est délégué général du gouvernement en Afrique du Nord et des contacts sont établis avec lui par Robert Murphy, envoyé en mission par Roosevelt, qui parvient à signer le 26 février 1941 un accord promettant la livraison de denrées américaines à l'Afrique du Nord et l'envoi de représentants consulaires américains chargés d'en assurer le contrôle. Le 4 mars, Leahy et Murphy peuvent informer Pétain qu'un pétrolier français, le *Frimaire* allait bientôt quitter le Texas, chargé de 15000 tonnes d'essence destinées à Casablanca. Darlan, présent lors de cette entrevue semble peu apprécier l'information, selon le témoignage de Leahy. Le 10 mars, l'accord

---

<sup>15</sup> Leahy ; op.cit. Pages 88-89.

<sup>16</sup> Leahy ; op.cit. Il est peu probable que Leahy ait rencontré des maquisards durant son séjour à Vichy. Lorsqu'il quitte la ville en juin 1942, aucun maquis n'existe encore. Il est donc vraisemblable que derrière ce mot, il parle de résistants au sens large.

<sup>17</sup> Voir Jean Lebrun, *Ici Saint-Pierre et Miquelon, Noël 1941*, Bleu autour, 2021.

<sup>18</sup> Qu'il surnomme « Popeye » et auprès duquel il n'exerce guère la solidarité des marins...

Murphy-Weygand est officiellement paraphé à Vichy. Weygand est surtout de ceux qui, non seulement lorsqu'il était ministre de la guerre a fait procéder à des caches de matériels afin d'éviter qu'ils ne tombent aux mains des Allemands, mais surtout celui qui s'oppose farouchement à la négociation des Protocoles de Paris par Darlan, qui auraient fourni à l'Allemagne des bases françaises dans l'Empire et auraient conduit à une quasi-cobelligérance.

Très rapidement, Leahy doit pourtant constater que cette politique n'aboutit pas à des résultats concrets. Sous la pression allemande, Flandin, jugé trop accommodant vis-à-vis du Royaume-Uni et des Etats-Unis, est mis sur la touche en février 1941 ; Darlan devient chef du gouvernement et accentue très nettement la politique de collaboration, allant même jusqu' à engager les troupes françaises en Syrie contre l'offensive anglo-gaulliste. Quant à Weygand, sur lequel ils comptaient, il n'entend pas, bien qu'antiallemand, abandonner Pétain, et repousse tous les appels, directs ou indirects à un renversement des alliances. Surtout, Darlan, avec l'appui actif des Allemands (Abetz et Von Stülpnagel) obtient sa mise à l'écart le 20 novembre 1941. Enfin, au printemps 1942, Pétain doit concéder à l'occupant le retour de Laval au pouvoir, ce qui implique une accentuation de la collaboration d'Etat.

La stratégie des Etats-Unis a donc échoué ; ceux sur lesquels ils espéraient s'appuyer sont mis à l'écart et leurs adversaires font un retour en force. Tout cela sans que Pétain ne réagisse conformément aux attentes des Etats-Unis. Leahy fait le constat d'un homme accablé, contrôlé par un entourage qui fait barrage aux demandes d'entretien et avec lequel il est de plus en plus difficile d'avoir un contact direct. Il prend conscience que la carte qui a été jouée par les Etats-Unis s'avère très insatisfaisante et il s'en ouvre à Roosevelt le 22 novembre 1941 : « *Si l'on a parfaitement le droit de considérer avec une sympathie compréhensive les difficultés auxquelles le maréchal a à faire face en cette fin d'année, il paraît nécessaire de renoncer à ce qui n'était peut-être qu'un faible espoir : parvenir, par mes relations personnelles, à insuffler une certaine énergie à un aboulique* »<sup>19</sup>.

Et ce, au moment où la guerre se mondialise, avec l'invasion de l'URSS en juin 1941, puis avec l'entrée des Etats-Unis dans le conflit, le 7 décembre. Pour Leahy, la situation à Vichy devient très difficile<sup>20</sup> ; il y représente un gouvernement en guerre avec l'occupant de la France. Il est rappelé aux Etats-Unis le 20 avril, après le retour de Laval au pouvoir, mais demeure encore quelques semaines à Vichy, où son épouse décède lors d'une intervention chirurgicale ; il quitte la capitale provisoire en juin et n'y reviendra pas. Les Etats-Unis sont représentés par le conseiller d'ambassade Tuck jusqu'en novembre. A la suite du débarquement en Afrique du Nord le 8 novembre, que Vichy considère comme une invasion, le gouvernement français rompt les relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Le 11 novembre, les Allemands envahissent la zone Sud et séquestrent pendant quelques heures les fonctionnaires de l'ambassade américaine, Tuck et les conseillers militaires, avant de les autoriser à quitter Vichy pour Lourdes, puis l'Espagne. Les intérêts diplomatiques des Etats-Unis sont alors pris en charge par l'ambassade de Suisse ; Walter Stucki installe ses bureaux à la villa Ica en novembre 1942.

La carrière de Leahy se poursuit aux Etats-Unis où il exerce d'autres fonctions : il est chef d'Etat-major particulier de Roosevelt, puis en 1944 amiral de la Flotte, le grade le plus élevé de la hiérarchie navale. Le 10 juin 1945, il est sollicité par Pétain pour venir témoigner en sa faveur à son procès. Il ne le fera pas, mais lui adresse le 22 juin un courrier qui, tout en regrettant que le maréchal n'ait pas davantage résisté aux demandes de l'occupant, n'en traduit pas moins une forme de compréhension et confirme le respect qu'il continue à éprouver pour l'ancien chef de l'Etat :

---

<sup>19</sup> Leahy ; op.cit. Page 555.

<sup>20</sup> Le 16 décembre 1941, il fait transférer les archives secrètes de l'ambassade à la légation américaine à Berne.

*Mon cher maréchal Pétain,*

*Votre lettre datée du 10 juin m'a été remise aujourd'hui par une connaissance commune et j'apprends par elle la triste situation dans laquelle vous vous trouvez comme suite au développement des événements d'Europe qui, dans leur aspect favorable, ont amené la libération de la France et la destruction des barbares nazis. Vous comprendrez qu'il m'est impossible, en ma qualité de chef d'état-major, d'être impliqué à aucun degré dans la controverse interne française dans laquelle vous êtes mêlé. Je n'ai aucune information quant au détail des charges ou spécification des charges auxquelles vous devez répondre. Ma connaissance de votre attitude personnelle et officielle vis-à-vis des Alliés et vis-à-vis des puissances de l'Axe est strictement limitée à la période janvier 1941 à avril 1942, pendant laquelle j'ai eu l'honneur d'être l'ambassadeur des États-Unis en France.*

*Pendant cette période, j'ai tenu en très haute estime votre amitié personnelle et votre dévouement au bien du peuple français. Vous m'avez souvent exprimé votre espoir fervent de voir annihiler les envahisseurs nazis.*

*Pendant cette période, vous avez à diverses occasions et à ma demande agi contre les désirs de l'Axe et favorablement à la cause alliée. Dans tous les cas où vous n'avez pas accepté mes recommandations de vous opposer aux puissances de l'Axe en refusant leurs demandes, la raison en était qu'une telle action positive aboutirait à une oppression supplémentaire de votre pays par les envahisseurs. J'avais alors et j'ai maintenant la conviction que votre but principal était le bien et la protection du peuple abandonné de France. Il m'était impossible de penser que vous ayez d'autres préoccupations.*

*Cependant, je dois en toute honnêteté répéter mon opinion exprimée à vous-même à l'époque, qu'un refus positif de faire la moindre concession aux demandes de l'Axe, qui pouvait amener immédiatement des haines supplémentaires à votre peuple, n'en aurait pas moins, à la longue, été avantageux pour la France.<sup>21</sup>*

M.P.

---

<sup>21</sup> Le Monde, 3 août 1945.